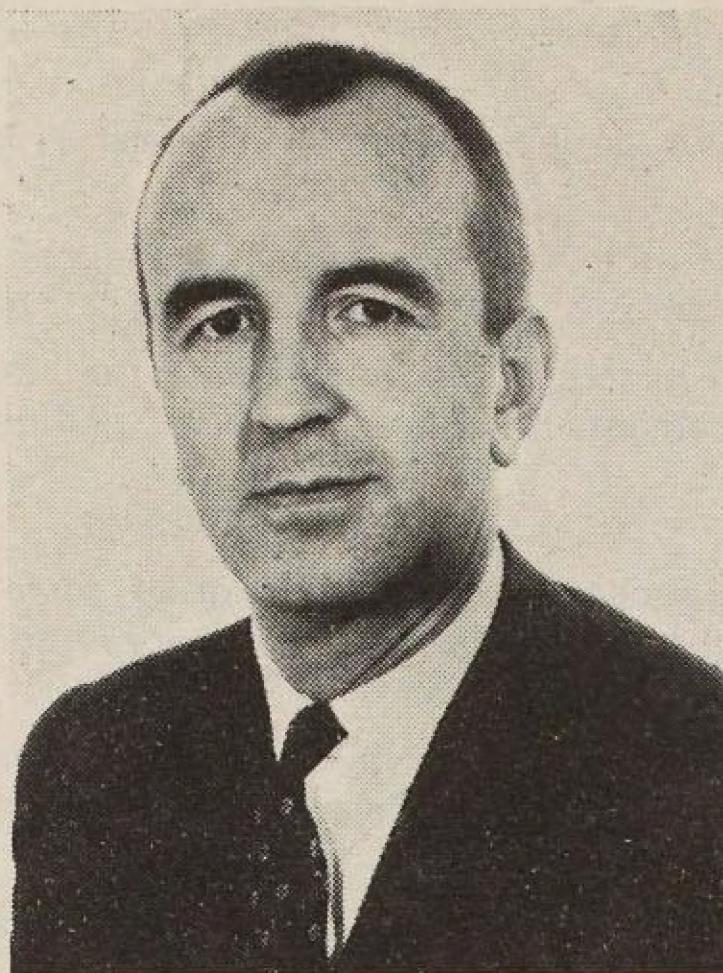


ANDRÉ



ROUSSELET

CHERE ELECTRICE, CHER ELECTEUR,

Dans les heures troublées que connaît notre pays, chacun doit se convaincre que si profondes que soient les injustices, si nécessaires que soient les réformes, **il n'est pas de pire malheur pour un pays que la guerre civile.**

Or rien ne la justifie en France. Mais il faut très vite en supprimer tous les ferments.

Tombant dans le piège que leur tendent les provocateurs, les extrémistes qui cherchent encore aujourd'hui à créer le désordre, apportent paradoxalement au gaullisme le renfort inespéré d'hommes et de femmes qui veulent le progrès, mais se refusent à la violence.

Plus responsables encore sont ceux qui, détenteurs sans partage du pouvoir, ont par une détestable politique amené la France au bord de l'affrontement.

Seul le rétablissement d'une véritable démocratie est capable d'imposer à tous la volonté souveraine du peuple. Elle seule pourra répondre aux aspirations légitimes de l'immense majorité des Français et ramener ainsi durablement l'apaisement.

Car ils ont raison, les étudiants quand ils refusent une Université où l'élimination est la loi et la promotion l'exception.

Ils ont raison, les travailleurs dont près de 4 millions gagnaient moins de 600 F par mois et dont plus de 500 000 étaient à la recherche d'un emploi.

Ils ont raison, les paysans dont les produits sont achetés la moitié du prix auquel ils sont revendus.

Ils ont raison, les journalistes de l'O.R.T.F. qui ont refusé de collaborer plus longtemps à une entreprise d'intoxication au service du Pouvoir.

Ils sont coupables, ceux qui ont accentué l'injustice sociale, soumis l'information à leur propagande, muselé dans l'entreprise, le département, la nation, toute forme d'expression démocratique.

CONVENTION DES INSTITUTIONS RÉPUBLICAINES

Ils sont coupables, ceux qui ont poursuivi une politique ruineuse en préférant fabriquer la bombe plutôt que de contribuer à l'amélioration de la condition de leurs concitoyens ;
ceux qui, pour mieux bloquer les salaires, ont encouragé le chômage et renoncé à une plus grande expansion ;

ceux qui vouent des régions entières, comme la nôtre, au sous-développement et ses fils à l'exode.

Artisans des malheurs de notre pays, ils veulent aujourd'hui que dans la confusion dont ils entendent s'approprier le bénéfice, vous leur accordiez à nouveau votre confiance.

Feriez-vous confiance pour protéger votre maison à un incendiaire, même s'il porte l'uniforme des pompiers ? C'est pourtant ce que le Pouvoir gaulliste vous propose pour la France.

**

Candidat de la F.G.D.S., j'appartiens à une formation qui a fait connaître, bien avant les joutes électorales, un programme de justice et de progrès social assorti des moyens de le réaliser.

Dans les limites étroites laissées par le régime, j'ai conscience d'avoir durant 15 mois été fidèle aux engagements que j'avais souscrits envers le pays, la région et plus particulièrement notre circonscription.

Avec les hommes de la gauche nouvelle, j'entends ne jamais être l'instrument ou l'otage d'une politique qui ne serait pas celle de mes convictions.

Profondément attaché à la démocratie, je souhaite défendre les libertés face à tous les périls qui les menacent, d'où qu'ils viennent.

Mais je suis convaincu que seul l'avènement pacifique du socialisme est capable de répondre à votre espérance. Seul il peut permettre que les avantages obtenus par les salariés ne soient pas effacés par une flambée des prix.

Pour que ces avantages soient définitivement acquis, il faut à la fois transformer les structures économiques mêmes de notre société, et renoncer aux options fondamentales de la politique gaulliste.

Elire des hommes résolus à entreprendre d'urgence cette double tâche, ce sera éviter que ne se reproduisent les mouvements qui ont secoué la France, et donc agir pour la paix civile.

Dans leur histoire, les Toulousains se sont toujours conduits en républicains. Cette fois encore, ils sauront préférer les voies de la raison à celle de l'aventure. Cette fois encore, ils sauront par leur vote choisir à nouveau le socialisme et la démocratie, c'est-à-dire la justice et la liberté.

VU, LE CANDIDAT



ANDRÉ ESTRADÉ

SUPPLÉANT